



USAID | MAROC
DU PEUPLE AMERICAIN



**Projet de renforcement des capacités des jeunes des
quartiers pauvres dans la région de Casablanca**

***Diagnostic Rapide Participatif sur la situation des
jeunes au niveau du bidonville Sekouila***

(Sidi Moumen)

Février 2009

Ce rapport a été réalisé grâce au soutien du peuple américain à travers l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID). Son contenu reste sous la responsabilité de Near East Foundation(NEF) et ne représente pas nécessairement le point de vue de l'USAID ou du Gouvernement des États-Unis.

Sommaire

Préambule	4
1. Méthodologie.....	5
2. Présentation monographique sommaire du bidonville Sekouila	7
2.1. Contexte du Bidonville	7
2.2. Données socio- démographiques.....	9
3. Situation des jeunes dans le bidonville Sekouila : analyse des données issues des focus groupes.....	12
3.1. Les contraintes liées à l'éducation	13
3.2. Les contraintes liées a la formation professionnelle	14
3.3. Les contraintes liées à l'emploi et au chômage	14
3.4. Les contraintes liées à la participation et au leadership.....	15
3.5. Relation entre les associations locales et les jeunes.....	15
4. Conclusion et recommandations	17
Annexe : Quelques photos	20

Préambule

Ce Diagnostic Rapide Participatif rentre dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet « Renforcement des jeunes des quartiers pauvres dans la région de Casablanca ». Projet mis en œuvre par l'Organisation Non Gouvernementale Near East Foundation (NEF) et financé par l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID). Ce projet a pour objectif d'appuyer les jeunes résidents dans les quartiers pauvres de Casablanca, à agir en tant qu'acteurs de changement dans leurs communautés locales et à contribuer d'une manière efficace à atténuer les causes profondes de leur exclusion sociale et économique.

La réalisation d'un Diagnostic Rapide Participatif vise à faire le point sur la réalité des jeunes résidents dans le bidonville et de collecter des idées auprès des différents intervenants locaux, notamment les jeunes et les associations locales afin de permettre une adaptation optimale des actions du projet selon le contexte et les priorités des jeunes.

Ce rapport décrit la réalité des jeunes, résultante de leur vécu et appartenance au bidonville. Il tente aussi de faire ressortir comment le projet pourra contribuer à créer un changement positif dans la vie des jeunes et de leur communauté.

1. Méthodologie

L'objectif principal de cette analyse est d'informer le projet au sujet de la réalité des jeunes résidents dans le bidonville et de collecter des idées auprès des différents intervenants locaux, notamment les jeunes et les associations communautaires pour une adaptation optimale des actions du projet au contexte et priorités des jeunes dans le bidonville. L'analyse a été guidée par trois grandes questions :

1. Comment les jeunes décrivent-ils leur vie / vécu dans le bidonville ?
2. Quels sont les problèmes qu'ils rencontrent en tant que jeunes résidents dans un bidonville, quels sont ses causes et conséquences ?
3. Quels sont les options et objectifs qu'ils souhaitent être pris en considération par le projet, pour qu'ils puissent contribuer à la concrétisation du changement attendu?

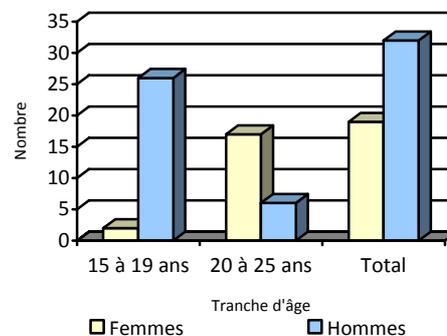
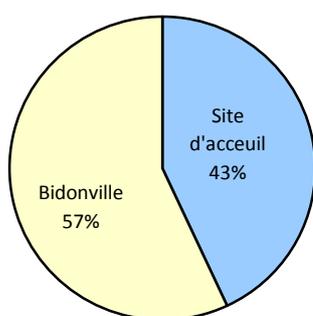
La réalisation de ce travail a nécessité 3 étapes bien distinctes. La première a concerné la collecte de données générales sur le quartier. Ces données ont été recueillies à travers la monographie¹ réalisée en 2008 par la Préfecture des Arrondissement de Sid Bernoussi, dans le cadre des activités de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH).

La seconde étape a porté sur l'organisation de focus groupes avec les jeunes du quartier afin d'échanger avec eux sur les problèmes vécus au quotidien et de tenter de répondre aux questions principales visées par la réalisation de ce diagnostic rapide participatif.

Le choix des participants aux focus groupes s'est basé sur deux critères à savoir l'âge et le lieu d'habitation:

- L'âge : les ateliers ont concerné deux tranches d'âges différentes : des jeunes âgés de 15 à 19 ans et d'autres âgés de 20 à 25 ans.
- Le lieu d'habitation : des jeunes qui habitent dans le bidonville et d'autres, anciens habitants des bidonvilles, transférés dans les nouveaux sites d'accueil au niveau du territoire de la Province (Assalam 1 et 2, et des jeunes en instance de transition et qui vivent actuellement avec leurs familles dans les quartiers Anssi et Al Azhar).

Figure 1. Caractéristiques des participants aux focus groupes



La troisième étape consistait en l'organisation d'une table ronde avec cinq associations locales, qui sont les plus actives et les plus concernées par la question de la jeunesse dans le bidonville et le site d'accueil.

¹ Monographie type en milieu urbain- Quartier Sekouila. Initiative Nationale pour le Développement Humain - Préfecture d'Arrondissement de Sidi Bernoussi, 2008.

La mobilisation des jeunes participants s'est effectuée avec l'aide et la coordination des associations locales actives dans la zone. Il s'agit notamment des associations suivantes : Association Rissala pour le développement et l'association Nawat pour le développement qui ont aidé dans la mobilisation des jeunes et l'organisation des focus groups.

Les focus groupes ont été tenus entre le 10 et le 25 janvier 2009. Ils ont été animés par les membres de l'équipe locale de Near East Foundation. Afin d'organiser les débats et les informations collectées, les animateurs des focus groupes ont utilisé quelques outils de la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP) tels que les cartes et les matrices de classification.

2. Présentation monographique sommaire du bidonville Sekouila

2.1. Contexte du Bidonville

L'arrondissement de Sidi Moumen est une localité du Grand Casablanca qui dépend administrativement de la préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi, et dont la superficie est de 42 Km². Il a été créé en 2003 à la suite du nouveau découpage administratif.

Il est situé à proximité des arrondissements qui connaissent un grand dynamisme économique, tels que Hay Mohammadi, Sidi Bernoussi et Aïn Sebaa au Nord ; Moulay R'chid au sud et Tit Mellil à l'Est

Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2004, la population de Sidi Moumen est estimée à 289.253 habitants, et compte 58.029 ménages.

L'arrondissement enregistre le plus fort taux d'accroissement de la population parmi les arrondissements de Casablanca depuis 1994 avec 7,9% de croissance (la moyenne nationale est de 1,4% et la moyenne urbaine est de 2,1 %)

L'arrondissement constitue, en effet, de par sa situation (proximité des quartiers industriels), une destination d'habitation pour une population pauvre qui vit du travail informel, caractérisée essentiellement par la précarité, l'insécurité et la non-qualification.

Sidi Moumen compte plus de 12 bidonvilles et environ 22 757 ménages bidonvillois, soit 39% du nombre total des ménages vivant dans l'arrondissement.

Dans le cadre de l'INDH, l'arrondissement de Sidi Moumen bénéficie d'une convention pour le développement, d'un coût global de plus de 2,511 milliards de dirhams. En vertu de cette convention, de grands projets structurants seront réalisés dans l'ensemble du territoire de l'arrondissement, particulièrement dans les sites de recasement des bidonvilles, et ciblerons les domaines de l'aménagement urbain, l'habitat, la santé, l'enseignement, la jeunesse et le sport, la formation professionnelle, etc. Un budget de l'ordre de 1,855 milliard DH est consacré au financement de projets d'habitat destinés au relogement des ménages habitant les bidonvilles, dont les bidonvilles Thoma et Sekouila ainsi que les habitants de la zone agricole de la région. Les opérations de transfert de ces bidonvilles sont en cours de réalisation.

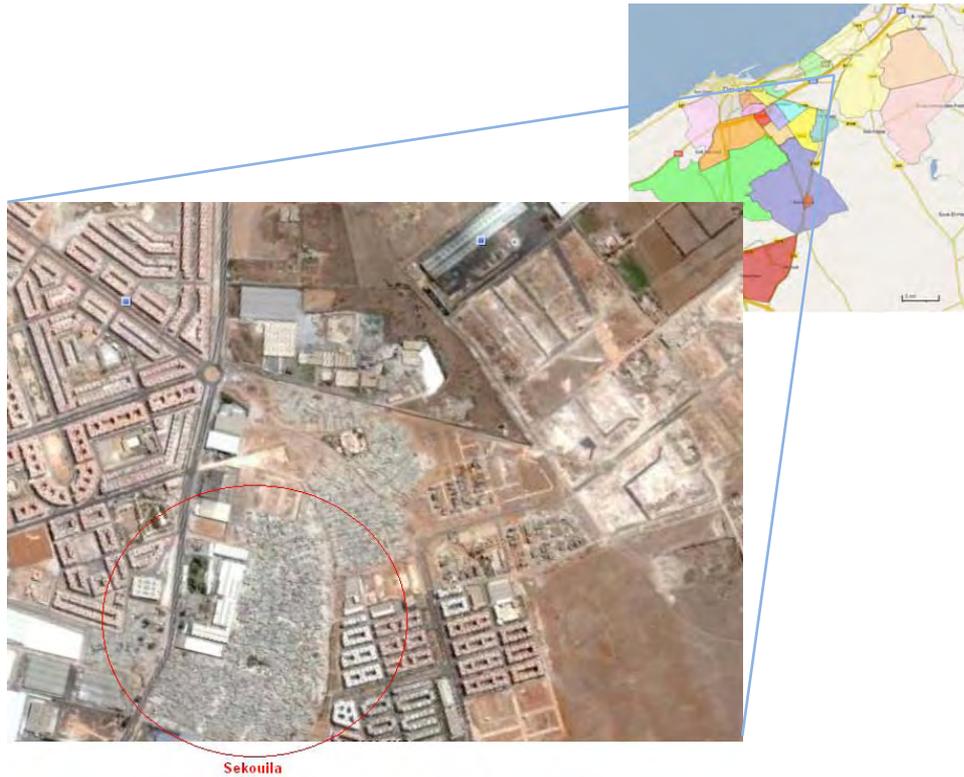
Douar Skouila est l'un des plus anciens bidonvilles de l'arrondissement de Sidi Moumen. Né au cours des années 60 à la périphérie nord de la ville de Casablanca, ce bidonville s'est développé petit à petit sur des terrains agricoles pour atteindre aujourd'hui une superficie de 40 ha et une population d'environ 30 480 habitants.

Deux phénomènes ont accentué le développement du bidonville. D'une part, le développement industriel de la ville de Casablanca qui s'est traduit par un besoin important de main d'œuvre, encourageant l'afflux vers cette ville de ruraux en quête d'emploi. D'autre part, l'exode rural suite à la sécheresse des années 80 qui a poussé des milliers de ruraux à chercher asile dans la ville de Casablanca. La majorité de ses habitants proviennent des campagnes de la Chaouiya et de Rhramna.

Le bidonville est limité :

- Au nord par la commune rurale de Chellalat et la commune rurale de Sidi Hajjaj et Oued Hassar ;
- Au sud par la municipalité de tête Mellil relevant de la commune rurale Lahraouiyine et la route Nationale 106 ;
- A l'ouest par la circonscription 71 dépendant du 20^{ème} cercle de l'arrondissement de Sidi Moumen et de l'annexe administrative Anassi.

Figure 2. Localisation du bidonville Sekouila



Source : Carte reconstituée à partir de Google - Map

Son environnement urbain est constitué de plusieurs lotissements valorisés destinés soit à l'habitat économique (lotissements Anassi et Al Azhar), soit au recasement des bidonvilles Thomas et Sekouila, notamment les projets Essalam 1 et 2.

Après l'attentat de Sidi Moumen² dont les auteurs étaient des jeunes issus de ce bidonville, les autorités locales ont décidé d'éradiquer le bidonville. Ils ont programmé des opérations de recasement des ménages dans les quartiers Es-Salaam 1 et 2 à proximité du quartier Anassi. Les habitants ont accepté de quitter les lieux en contrepartie des lots de terrain bi-familiaux de 84m² mis à leur disposition. En attendant l'achèvement des travaux d'auto construction, les bénéficiaires recevaient trois mois 3000 Dhs d'aide à la location d'un logement provisoire.

Une bonne partie de la population est installée actuellement dans le nouveau site d'accueil, la plupart d'eux résident dans des maisons en cours de construction. Le projet de renforcement des jeunes des quartiers pauvres dans la Région du Grand Casablanca prévoit, dans son plan d'action, l'accompagnement des jeunes issus des bidonvilles Thomas et Sekouila dans leurs nouveaux sites d'accueil à travers la création et le renforcement d'un comité de jeunes dans les quartiers Es-Salam 1 et 2.

² Sidi Moumen a été le théâtre d'attentats terroristes en 2007. Les auteurs des attentats perpétrés à Casablanca en 2003 sont originaires des bidonvilles de Sidi Moumen.

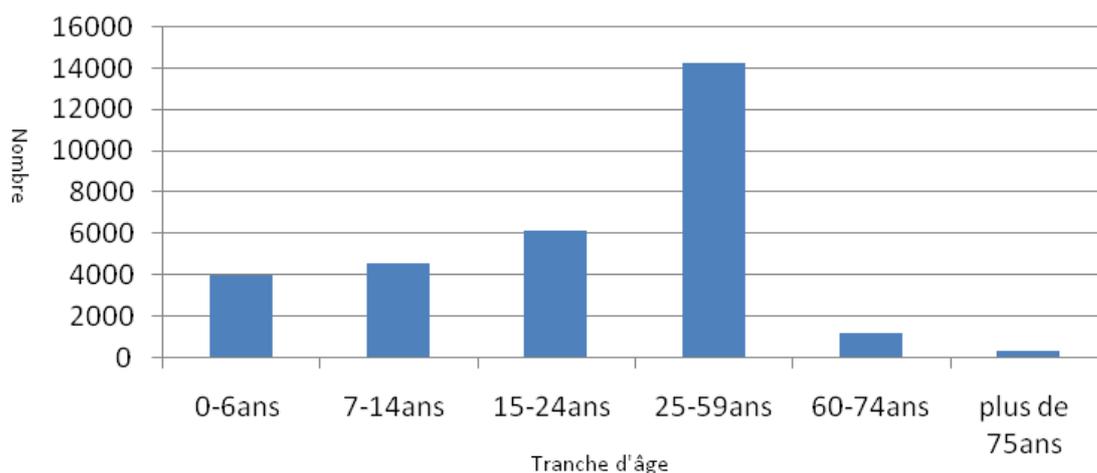
2.2. Données socio- démographiques

A- POPULATION

La population du douar Sekouila est estimée à 30 480 habitants. Soit 10,5% de la population totale de l'arrondissement de Sidi Moumen.

La répartition de la population par tranche d'âge fait ressortir l'importance qu'occupent les jeunes dans cette population. Ils représentent 20% de la population totale. Il ressort également que la population en âge d'activité est prédominante dans le quartier. Elle représente environ 47% de la population totale.

Figure 3. Répartition de la population par tranche d'âge



Quant au nombre de ménages, il est de l'ordre de 5 893 ménages soit une taille moyenne de 5,17 personnes par ménage. La taille des ménages au niveau de ce quartier est nettement supérieure à celle enregistrée au niveau de l'arrondissement de Sidi Moumen qui est de 4,98.

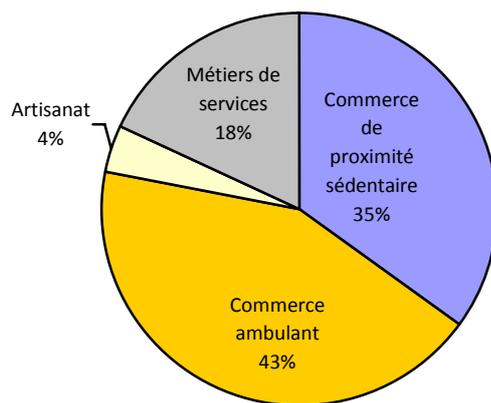
Une forte densité est enregistrée au niveau de ce quartier s'élevant à 762 habitants à l'hectare.

B- ACTIVITES ET EMPLOIS

La Préfecture de Sidi Bernoussi compte plus de 575 unités industrielles actives dans les domaines de l'agroalimentaire, cuir et textile, papier et bois, bâtiment et travaux public. 47 unités sont opérationnelles au niveau de l'arrondissement de Sidi Moumen, employant, en général, une main d'œuvre importante provenant des autres régions de la ville de Casablanca.

La répartition de la population active occupée selon les catégories socioprofessionnelles fait ressortir une prépondérance des d'activités « informelle », 78% de cette population exerce un commerce sédentaire ou ambulancier, de ce fait ils ne bénéficient pas de stabilité économique et ne peuvent par conséquent se projeter vers l'avenir.

Figure 4. Répartition de la population active selon les activités pratiquées



Concernant le niveau de chômage, il est très important surtout auprès des jeunes et se traduit au niveau du quartier par un niveau de vie très faible. Le taux de chômage, selon les sources officielles est de 16%. Les jeunes interviewés lors de la conduite de ce diagnostic énoncent des chiffres beaucoup plus importants. Ils estiment en effet qu'environ 60 à 70% des jeunes du bidonville, âgés entre 20 et 25 ans sont sans emploi.

C- EQUIPEMENTS ET SERVICES DE BASE

Les infrastructures de base et les équipements collectifs existants sont loin de répondre aux besoins de la population que se soit dans le bidonville ou dans le nouveau site de recasement. Nous nous contentons ici d'exposer l'information relative aux principaux équipements et infrastructures dont dispose le bidonville.

Tableau 1. Principaux équipements et infrastructures du douar Sekouila par secteur

Secteur	Equipement/infrastructure
<i>Infrastructures de base</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de couverture en voirie : 0% - Taux de couverture en électricité : 91,7% - Taux de desserte en eau potable : 100% - Taux de couverture du réseau d'assainissement liquide : 51,7% - Taux de couverture du réseau de collecte des déchets solides : 95% - Niveau de couverture en éclairage public : 30% - Taux de satisfaction du service du transport urbain : 70%
<i>Télécommunication</i>	<ul style="list-style-type: none"> - 12 téléboutiques - 1 cyber café
<i>Economie / Commerce</i>	<ul style="list-style-type: none"> - 3 marchés - 0 moulin - 8 fours de cuisson - 0 hammams
<i>Services socio-éducatifs et culturels</i>	<ul style="list-style-type: none"> - 0 m'sid - 3 écoles primaires - 1 collège - 1 mosquée - 0 dispensaire - 1 maison de jeunes - 0 terrains de sport

	<ul style="list-style-type: none"> - 0 salle de sport couverte
<i>Services administratifs</i>	<ul style="list-style-type: none"> - 1 arrondissement urbain - 1 maison communale - 1 poste de police non opérationnel

Source : Monographie type en milieu urbain – Quartier Sekouila – INDH, 2008

Certes, la population de Sekouila bénéficie des équipements communautaires des lotissements d'Anassi et Al Azhar, notamment les établissements scolaires (primaire, collégiale et secondaire), le dispensaire et les différents centres de développement humain mise en place dernièrement. Toutefois, cette situation accentue le sentiment de marginalisation voir même de ségrégation sociale particulièrement auprès des jeunes du bidonville.

Le diagnostic participatif réalisé par la préfecture³ au niveau du bidonville Sekouila résume les problèmes et les priorités, du point de vue de la population, comme suit :

Tableau 2. Principaux problèmes et solutions identifiés par la population du Douar Sekouila

Axe	Problèmes identifiés	Propositions et solutions
<i>Accès aux équipements et services de base</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'équipements de base. • Prolifération des décharges sauvages, notamment près des bornes fontaines • Absence de sécurité 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des réseaux public • Entretien du quartier et aménagement des espaces verts • Renforcement de la présence de la sureté nationale dans le quartier
<i>Education et lutte contre l'analphabétisme</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Abandon scolaire • Analphabétisme de la population, notamment chez les femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de l'éducation non formelle • Mise en place des programmes d'alphabétisation
<i>Intégration sociale des jeunes</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Addiction aux drogues 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme de lutte contre le phénomène
<i>Activités génératrices de revenu</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Existence de marchés non réglementaires • Prépondérance du chômage 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des marchés organisés • Formation professionnelle

Sources : Diagnostic participatif des quartiers cibles – INDH 2008

³ Diagnostic participatif des quartiers cibles INDH : douar Sekouila.

3. Situation des jeunes dans le bidonville Sekouila : analyse des données issues des focus groupes

Les jeunes participants aux focus groups ont mis en avant les contraintes majeures auxquelles ils sont exposés quotidiennement :

- Le bidonville enregistre une densité importante en termes de baraques et de populations. Au sein des baraques, il est fréquent de suivre ce qui se passe chez les voisins, ce qui résulte chez les jeunes en un manque d'intimité ;
- La dégradation des conditions physiques des baraques et de leur environnement surtout pendant la saison d'hiver ;

Le manque d'hygiène au sein des baraques du fait qu'elles ne sont pas raccordées aux réseaux publics d'eau potable et d'assainissement liquide, La proximité du bidonville aux unités industrielles l'expose à diverses formes de pollution, et Les habitants cohabitent avec les animaux ;

- Le manque d'équipement de base au sein du bidonville. La gratuité de l'eau assurée par des bornes fontaines publiques s'oppose à la faiblesse du débit puisque les bornes n'ont qu'un seul branchement. Cette faiblesse du débit augmente la dureté d'attente pour se procurer de l'eau potable et cause des conflits entre les habitants ;
- Le manque de sécurité au sein du bidonville, faute d'éclairage public et l'absence d'un poste de police. La prédominance des agressions à l'arme blanche, les vols et autres comportements illicites, qui sont perpétrés par les jeunes. Les femmes et les jeunes filles sont les plus exposées à ces formes de violence ;
- Le manque d'espaces réservés aux jeunes et aux enfants pour le divertissement, l'épanouissement ou l'encadrement ;
- Les jeunes se sentent victimes des événements terroristes. Ils sont de plus en plus exposés à la discrimination, la stigmatisation et les préjugés notamment de la part des jeunes de l'extérieur du bidonville. Les jeunes participants dans les focus

Quelques citations en vrac des participants

- « Il n'y a aucune intimité dans le quartier. » ;
- « Les ânes, les vaches et les moutons sont plus nombreux dans les petites ruelles du bidonville que les hommes et les femmes » ;
- « Les enfants généralement utilisent les petites ruelles comme espace de jeu, ce qui engendre de la perturbation et des conflits dans le voisinage » ;
- « J'étais obligés de rompre une relation d'amitié avec mon amie quand elle a su que je vivais dans un bidonville » ;
- « Le fait d'appartenir à ce bidonville n'encourage pas les gens à avoir confiance en nous ou en notre capacité, on est tous des suspects ». Une jeune fille déclara que ses enseignants l'ont encouragé à changer son adresse si elle voudrait poursuivre ses études. Un autre dit que les jeunes sont parfois maltraités par les agents de sécurité rien que pour leur appartenance à ce fameux « quartier de terroristes » ;
- « Un nombre important des jeunes du bidonville ont été emprisonnés suite à des délits et crimes, de ce fait ils ont des difficultés à trouver un travail. C'est la raison pour laquelle ils rechutent dans la criminalité » ;
- « On ne trouve rien à faire toute la journée ».

groupes affirment qu'ils avaient des difficultés à établir des relations avec les jeunes en dehors du bidonville. L'appartenance au bidonville empêche les jeunes d'avoir un emploi. Les jeunes sont obligés parfois de mentir ou de falsifier leurs adresse afin d'intégrer un emploi. Il paraît que cette situation représente une grande frustration qui a surgie plusieurs fois dans les différents focus groupes des jeunes ;

- La prédominance de la criminalité et le récidivisme parmi les jeunes ;
- La violence dans le bidonville est une façon d'être. Les bagarres sont courantes au milieu des baraques. De nombreux jeunes, notamment les chômeurs se droguent. Les plus démunis et les plus sniffent de la colle. Les jeunes s'adonnent de plus en plus aux drogues pour fuir leur réalité ou pour trouver une occupation alternative.

Les jeunes ont également échangé sur leurs problèmes prioritaires en classant ces derniers en fonction de quatre secteurs différents à savoir, l'éducation, la formation professionnelle, l'accès à l'emploi et la participation à la vie locale.

3.1. Les contraintes liées à l'éducation

Les jeunes affirment que l'abandon scolaire est un problème majeur dans le bidonville qui contribue à l'analphabétisme largement répandu. Selon la monographie du Douar, 63% de la population est illettrée.

L'abandon scolaire a des implications directes sur les capacités et performances des jeunes notamment en matière de participation et d'autonomie.

Le débat concernant les problèmes liés l'éducation auxquels les jeunes sont les plus exposés et dont les retombées immédiates contribuent à la fragilisation de leurs situations économique et sociale a mis en exergue les éléments suivants :

- En général les jeunes n'ont pas envie de poursuivre leur scolarité puisque l'éducation a cessé d'aider les jeunes dans la réalisation de leurs ambitions;
- Les jeunes sont maltraités par quelques enseignants qui les caractérisent comme terroristes ;
- Le manque d'encadrement, de soutien scolaire et d'orientation dans les établissements scolaires ;
- L'existence des problèmes familiaux poussent les jeunes à interrompre leur scolarité ; à titre d'exemple, le divorce, la précarité matérielle des familles après la séparation, le manque d'intérêt et d'ambition des parents pour la carrière scolaire des enfants ;
- Le manque de moyens financiers et la pauvreté des ménages accentuent l'abandon scolaire ;
- La rigidité des procédures administratives régissant les institutions scolaires ;
- La prépondérance de la violence dans l'école, notamment la violence entre les élèves . les formes de violence qui dominent sont ce que l'on appelle les « incivilités » (insultes et menaces) et les violences physiques sans arme c'est-à-dire l'insolence et les bagarres. Ce sont les jeunes eux-mêmes qui sont les premières victimes de cette violence, bien plus que les adultes des établissements. Certains jeunes des bidonvilles sont parfois porteurs d'une culture de l'affrontement physique comme affirmation virile de soi

Quelques citations des participants

- *«A chaque fois qu'un jeune s'absente on lui demande de se présenter à la direction pour demander une feuille d'absence, cela l'expose à différentes formes d'humiliation et compliquent la vie des élèves. Plusieurs jeunes ont quitté l'école définitivement pour fuir cette situation» ;*

- *« Je me sentais mal à l'aise dans une classe de gamins».*

et preuve de courage. Ils se comportent avec brutalité potentielle, exacerbée par la dégradation de leurs conditions de vie et d'entrée dans la vie active.

- Le manque d'homogénéité des classes en termes d'âge des élèves.

3.2. Les contraintes liées à la formation professionnelle

Selon les jeunes participants aux focus groupes, plus de 50% des jeunes du bidonville suivent ou ont suivi une formation professionnelle. La discussion a permis de remettre en question la pertinence et la qualité des programmes de formation professionnelle et a énuméré un nombre de causes influençant l'accès des jeunes à la formation professionnelle.

- La pauvreté des parents qui ne peuvent pas assurer les frais d'inscription et autres coûts de formation ;
- L'éloignement des centres de formation du bidonville. Les centres les plus proches se trouvent à Bernoussi, Hay Mohammedie et Ain Borja ;
- Quelques jeunes croient qu'ils ont failli à s'enregistrer dans les centres de formation professionnelle parce qu'ils vivent dans les bidonvilles.
- Les jeunes du bidonville ne maîtrisent pas assez la langue française, qui est utilisée en tant que langue de formation ;
- La durée des formations est considérée très longue, La formation en général se déroule en 2 ans ; les jeunes préfèrent des formations accélérées n'excédant pas 6 mois
- Le niveau de formation en termes de contenu et de méthodologie, dans quelques centres, est critiqué par les jeunes parce que les jeunes ne parviennent pas à trouver des stages ou à intégrer un emploi facilement dans des entreprises ;
- La privatisation de quelques disciplines de formation.

Quelques citations des participants

- « La formation professionnelle nécessite deux ans de formation et des conditions qui sont difficiles à respecter par les jeunes » ;
- « Actuellement je suis une formation professionnelle dans le domaine de la restauration internationale qui coûte 1 000

3.3. Les contraintes liées à l'emploi et au chômage

Selon les jeunes participants, le taux de chômage parmi les jeunes au Maroc dépasse le 80%, au niveau du bidonville ils estiment qu'entre 70 et 90% des jeunes âgés entre 20 et 25 ans sont au chômage. Les causes de cette situation selon eux résident dans ce qui suit :

- Manque de compétence professionnelle;
- Manque d'offre d'emploi ;
- Les jeunes n'ont pas de diplômes ;
- Les jeunes sont très peu informés quant aux agences de médiation et d'orientation en matière de recherche d'emploi ;
- Quelques jeunes considèrent que l'accès au travail n'est pas fondé sur le mérite
- L'exode rural.

Quelques citations des participants

- « Les jeunes ne possèdent aucun savoir faire professionnelle leur facilitant l'accès au travail » ;
- « Les jeunes qui proviennent du monde rural acceptent facilement un emploi pour 50 Dh par jour, chose que la plupart des jeunes du bidonville refusent, je préfère rester à la maison que de travailler toute la journée à ce prix ».

En plus du manque d'autonomie financière, les jeunes chômeurs font face à des conséquences immédiates telles que le recours à l'immigration clandestine, l'exercice des activités illicites et l'incapacité de se projeter vers l'avenir ou d'avoir de projets personnels certains.

3.4. Les contraintes liées à la participation et au le leadership

Les jeunes participants définissent la participation comme un processus leur permettant d'être consultés régulièrement et de participer dans la prise de décisions qui les concernent ou concerne leurs communauté locale. Ils sont conscients que la participation incarne un certain niveau de leadership et de responsabilité. Par ailleurs, ils connectent la participation effective à l'exercice du leadership et la promotion sociale.

Pour justifier leur compréhension de la participation citoyenne, les jeunes ont évoqué un nombre de qualité du leader, à savoir : être responsable, être capable de prendre des décisions soutenant l'intérêt du groupe, et avoir la capacité de faciliter le processus de concertation dans le groupe.

Toutefois, les jeunes participants attestent ne pas pouvoir jouir de toutes ces formes de participation ou s'affirmer en tant que personnes influentes dans leurs communautés. Leur participation se limite à des formes sommaires telles que : exprimer son opinion concernant une décision familiale, l'implication dans une action de solidarité sociale dans le quartier, l'adhésion à une association locale ou la participation à la réalisation de quelques activités parascolaires. Quelques jeunes participants aux focus groupes témoignent avoir participé à des marches de solidarité et aux élections, mais sans jamais être consultés sur les questions relatives à la gestion de la chose publique.

Il s'avère à partir des idées exprimées lors la discussion que les jeunes consultés sont conscients de l'importance de la participation, qu'ils la pratiquent à des degrés différents, et sont communément positifs quant à l'importance de leur participation dans l'amélioration de leur situation.

Néanmoins, les jeunes demandent un soutien spécifique pour renforcer leur participation notamment dans les associations locales.

3.5. Relation entre les associations locales et les jeunes

La société civile locale à Sidi Moumen a connu un développement marqué aussi bien au niveau quantitatif et qu'au niveau qualitatif, profitant d'une conjoncture nationale encouragée par l'INDH, et locale imposée par l'intérêt particulier dont bénéficiait l'arrondissement suite aux attentats de Casablanca. Ce développement est caractérisé par :

- Un nombre d'associations opérant aussi bien au niveau des quartiers réglementaires, qu'au milieu des nombreux bidonvilles, qui ont souffert pendant longtemps de l'absence de ce type d'actions ;
- Un nombre d'associations de quartiers impliqués dans la politique et le développement de proximité ;

- Présence des antennes ou programmes d'un certain nombre d'associations nationales opérant au niveau de l'éducation, la citoyenneté ou le développement local... ;
- Un nombre d'associations opérant dans le domaine d'amélioration des revenus des populations pauvres, par le biais de la formation professionnelle et de la création d'emploi ;
- Un nombre d'associations opérant dans les domaines de la protection des droits de la femme, de l'enfant et des personnes handicapées ;
- Le développement de la culture de services chez les associations qui œuvrent dans la proximité sociale ;
- La présence d'une conscience d'améliorer et de perfectionner les outils d'interventions associatifs ;
- La société civile locale est de plus en plus réceptive aux initiatives d'ouverture des autorités locales ;
- L'expérience de la gestion de et l'utilisation de certains espaces communautaires : le centre du développement humain, le forum des initiatives associatives et autres ;
- La société civile locale exprime de plus en plus une forte volonté de s'impliquer dans des actions de solidarité sociale.

Toutefois, la participation des jeunes à travers des structures locales reste assez limitée. Ils ne semblent pas avoir atteint le niveau de participation à la prise de décision, au suivi et évaluation des programmes et projets associatif. Des difficultés majeures sont soulevées par les jeunes quant à leur participation dans les associations.

Au niveau du bidonville Sekouila et de son site d'accueil, on enregistre la présence de 8 associations locales et une dynamique communautaire en phase d'émergence et d'organisation. Ce sont en principe des petites associations très peu dynamiques, dont l'objectif est de soutenir le développement local et d'assurer la représentativité des populations auprès des décideurs locaux. Faute de savoir faire et de compétences en matière d'action en faveur ou avec les jeunes, leurs champs d'intervention se limitent à des actions événementielles et sans vrai impact.

Cette incapacité a développé une relation confuse entre les jeunes bidonvillois et les associations locales, les jeunes participants aux travaux des focus groupes ont décrit cette relation en mettant en avant les éléments suivant :

- Les jeunes sont incapables de cerner ou de comprendre le rôle d'une association locale dans un quartier. Ils considèrent par contre que celles-ci les instrumentalisent pour parvenir à des intérêts qui ne sont pas forcément les leurs ;
- Les associations manquent de vision stratégique, d'où leur incapacité d'agir sur la base des objectifs partagés, des programmes et des plans d'action définis, et par conséquent contribuer au développement local ou à l'encadrement des différentes catégories de la population ;
- Faible niveau d'expertise et de formation des ONG au niveau local ;
- Les jeunes ne sont pas souvent informés des actions des associations locales ;
- Les jeunes adhérents aux associations ont mentionné l'absence ou la faiblesse de communication entre les jeunes et les instances de prise de décision dans l'association, notamment le bureau exécutif. Plusieurs décisions sont prises dans les coulisses ou dans des réunions informelles, et ne sont pas communiquées aux membres ;
- Les jeunes sont conscient de l'importance de leur participation dans une association, ils demandent une marge importante d'implication formelle et effective ;
- Selon les jeunes participants aux focus groupes, les associations ne valorisent pas les contributions volontaires des jeunes.

Quelques citations des participants

- « *La seule relation qui peut exister entre un jeune et une association c'est la carte d'adhésion* » ;

- « *Seuls les établissements scolaires nous renseignent sur la présence des organisations communautaires et leur rôle social, puisqu'elles œuvrent plus au niveau des écoles. Les jeunes qui abandonnent l'école rompent avec toute dynamique de la société civile* » ;

- « *Les présidents des associations doivent nous impliquer dans les discussions et non pas nous informer des décisions* » ;

- « *Quand on participe à l'animation d'une matinée pour les enfants, ils ne nous disent même pas merci* »

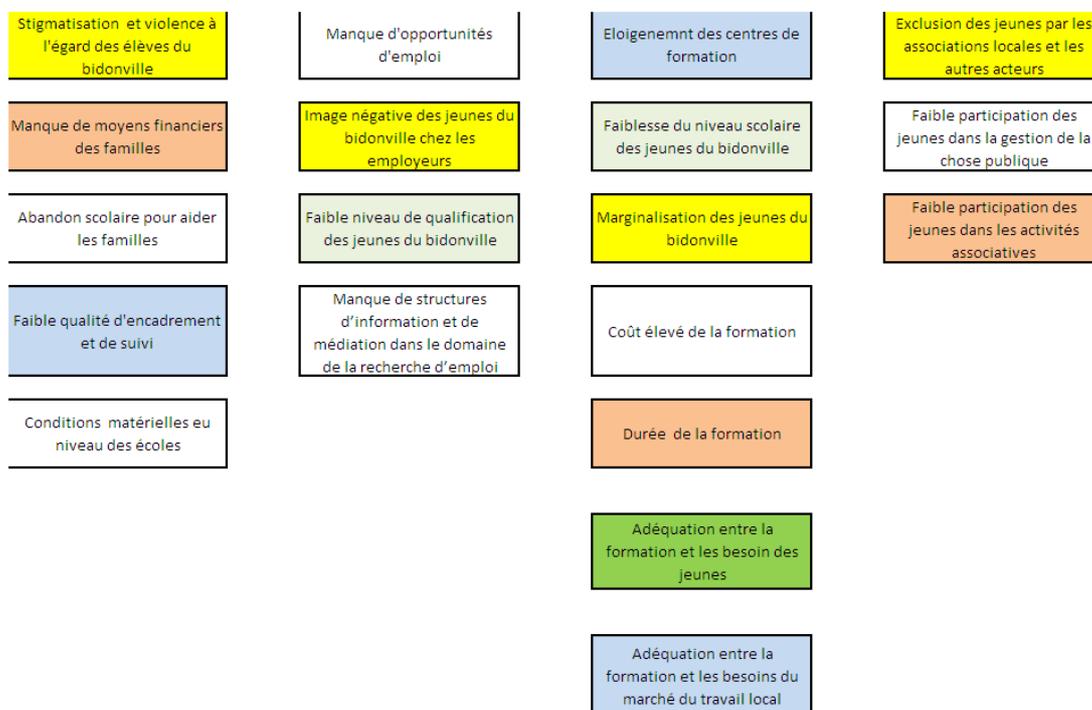
4. Conclusion et recommandations

L'analyse des résultats issus des focus groupes organisés avec les jeunes et l'interprétation des différentes données collectées en marge de ces ateliers participatifs nous permet de dégager les principales contraintes qui empêchent l'épanouissement des jeunes du bidonville Sekouila et qui font face à l'amélioration de leur situation économique et sociale. En effet, l'abandon scolaire, le manque de formation professionnelle, la difficulté d'accéder au marché de l'emploi, induisent chez eux une absence de rêves dans leur milieu, et la fuite de leurs conditions de vie. Cela se répercute par une volonté d'immigration « à tout prix » en Europe ou une volonté de « faire de l'argent rapide » par des activités illicites. En bref l'abandon scolaire et le chômage mènent à une augmentation de la délinquance juvénile, qui augment le taux de crime et la passivité.

Ces contraintes font partie de quatre domaines différents à savoir, l'éducation, l'emploi, la formation professionnelle et la participation.

La figure suivante montre les causes directes, selon les jeunes, de cette situation et les interactions qui peuvent exister entre ces différents domaines.

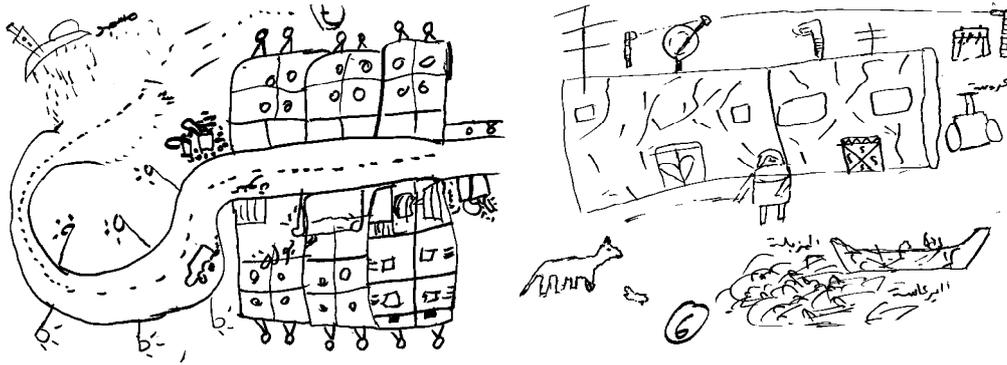
Figure 5. Les problèmes rencontrés par les jeunes du bidonville Sekouila et leurs principales causes



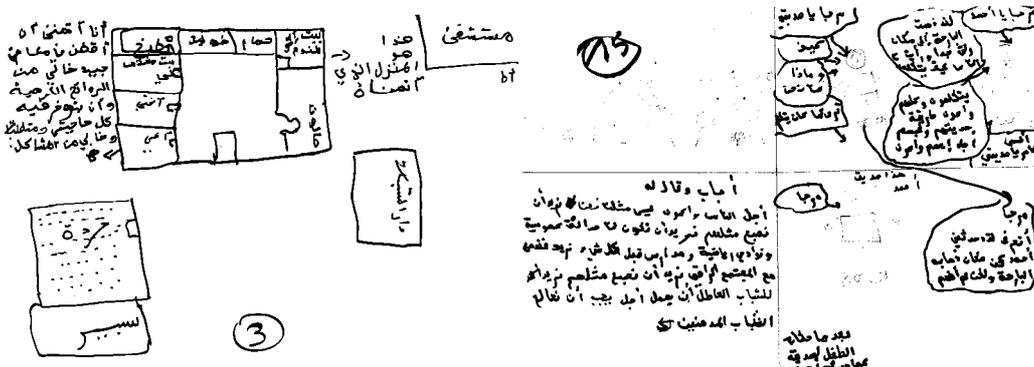
En outre, l'analyse de la situation actuelle et future du quartier, à travers les cartes produites par les jeunes, nous permet de confirmer le constat concernant l'inexistence des conditions d'épanouissement des jeunes. En effet, l'interprétation des cartes de la situation actuelle montre un quartier diminué de toutes les conditions de vie décentes avec des habitations insalubres, des déchets partout, un désordre urbanistique, ... Sur les cartes de la situation future, les jeunes ont mis en évidence surtout les équipements et infrastructures de loisirs telles que les terrains de sport, les espaces verts et les maisons de jeunes.

Figure 6. Extraits des cartes réalisés par les jeunes participants aux focus groupes

Cartes sur la situation actuelle du douar



Cartes sur la situation future du douar



Les jeunes ont avancé les principales recommandations qu'ils jugeaient prioritaires dans toute action visant à l'amélioration de leur situation sociale et économique :

- Promouvoir l'image des jeunes issus du bidonville au travers des actions de sensibilisation du grand public ;
- Créer des liens de communication et des canaux d'échange et de respect mutuel entre les jeunes vivant dans les bidonvilles et les jeunes de l'extérieur des bidonvilles ;
- Promouvoir chez les jeunes les valeurs de la bonne citoyenneté en leur inculquant l'amour de leur patrie, les principes de la solidarité et les pratiques des actions communautaires et collectives ;
- Attirer l'attention des différents intervenants dans la gestion de la chose publique et le développement humain à prendre en considération les capacités et les atouts des jeunes bidonvillois. La jeunesse en elle-même représente une ressource importante dans laquelle il faut investir pour contribuer au développement de la communauté ;
- Créer et renforcer les associations locales pour leur permettre de jouer un rôle de médiateur entre les jeunes et leur environnement ;
- Renforcer les structures de médiation et d'information pour faciliter aux jeunes bidonvillois l'accès au marché de l'emploi ;
- Soutenir les jeunes pour mener des actions de plaidoyer auprès de l'OFPT en vue de mettre en place des centres de formation professionnelle, de revoir les frais d'inscription et d'adapter les cursus de formation aux besoins et réalités de jeunes et l'offre local d'emploi ;
- Promouvoir les initiatives des jeunes en leur octroyant le support technique et financier nécessaire pour assurer leur auto-emploi ;
- Appuyer les ménages bidonvillois pour l'accès à un logement décent ;

- Instaurer au niveau des établissements scolaires des codes de conduite insistant sur la valorisation et le respect mutuel entre les élèves et les enseignants d'une part, et réduisant la violence dans ces différentes formes de l'autre part ;
- Mettre en place des structures destinées aux jeunes telles que les maisons de jeunes, les centres de développement humain et les terrains de sport ;
- Développer des interventions impliquant les différents partenaires et acteurs pour réduire la violence et la criminalité parmi les jeunes.

ANNEXE : QUELQUES PHOTOS



Photos diverses du bidonville



Focus groupe avec les jeunes du bidonville